

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE SESSION

Projet de loi n° 212 (PRIVÉ)

Loi concernant la ville de La Sarre

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. GILLES BARIL

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

Projet de loi n° 212

(PRIVÉ)

Loi concernant la ville de La Sarre

ATTENDU que suite à la fusion le 19 avril 1980 de la ville de La Sarre et de la municipalité du canton de La Sarre, le rôle d'évaluation foncière pour l'année 1981 comporte deux territoires dont le pourcentage de la valeur des unités d'évaluation diffère d'un territoire à l'autre et qu'il y a lieu d'uniformiser pour l'ensemble du territoire le rôle d'évaluation en vigueur;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée Nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Pour l'année d'imposition 1981, la valeur des unités d'évaluation inscrites au rôle en vigueur et situées dans le territoire de l'ancienne municipalité du canton La Sarre est multipliée par un facteur permettant de ramener cette valeur à la même proportion de la valeur réelle que les autres valeurs inscrites au rôle et situées dans le territoire de l'ancienne ville de La Sarre.

2. Pour l'année d'imposition 1981, ce facteur est établi à 2,1373 et le trésorier de la ville de La Sarre est autorisé à effectuer les calculs appropriés et à inscrire les résultats au rôle d'évaluation.

3. Le rôle d'évaluation ainsi corrigé remplace rétroactivement celui déposé le 1^{er} novembre 1980 et entre en vigueur le 1^{er} janvier 1981; la proportion médiane est établie à 109%.

4. Les prévisions budgétaires de la ville de La Sarre adoptées le 30 décembre 1980 peuvent être modifiées dans les sept jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

5. Dès l'adoption des modifications aux prévisions budgétaires, le trésorier confectionne le rôle de perception pour l'année financière 1981.

6. L'avis d'évaluation et le compte de taxes foncières municipales doivent être expédiés dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

7. Toute plainte à l'égard de ce rôle d'évaluation doit être déposée dans les soixante jours suivant l'expédition des comptes de taxes foncières.

8. Le règlement intitulé «Règlement concernant le paiement d'une taxe en plusieurs versements» et publié à la *Gazette Officielle du Québec*, Partie 2, du 10 décembre 1980, à la page 6657, s'applique, aux fins de la présente loi, aux comptes de taxes visés à l'article 6. Toutefois, le second versement devient exigible le quarante-cinquième jour après la date à laquelle le premier versement est exigé.

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.